

Je ne crains pas les Etats-Unis, que j'aime, cet énorme géant qui jouit de toutes sortes de libertés qu'il affectionne tant; qui s'inspire de principes chrétiens et d'idéalisme; dont la culture est dynamique. Je le répète, je ne crains pas ce pays. Il est sûrement possible à ce pays d'entretenir des relations commerciales avec le reste de l'univers. Combien illogiques se sont montrés ses hommes d'Etat, après la première Grande Guerre, lorsqu'ils ont prétendu faire verser des milliards de dollars à la Grande-Bretagne en paiement de ses dettes de guerre, tout en refusant de lui acheter pour quelques millions de dollars des denrées qu'elle produisait. C'était un paradoxe commercial. Voilà les choses que l'univers doit apprendre s'il veut éviter le marasme économique qui a suivi la première guerre mondiale. Si tous les pays érigent des barrières douanières, presque infranchissables, semblables à la muraille de Chine, ils ne peuvent s'attendre qu'à un seul résultat.

Les Canadiens sont dans une situation heureuse. Nous ne demandons pas l'agrandissement de notre territoire, nous n'exigeons pas l'extension de nos frontières, nous n'avons pas de réclamations à faire. C'est pourquoi notre attitude à cet égard devrait être claire. Nous devrions proclamer au monde entier, non seulement grâce à la préférence britannique et à des accords commerciaux multilatéraux, mais par tous les moyens possibles, qu'il faut favoriser de plus en plus la liberté des échanges entre tous les pays de l'univers. Avant la guerre, on m'avait dit que l'Allemagne voulait se battre parce qu'elle ne pouvait obtenir les matières premières nécessaires, mais cela me paraissait trop absurde pour y ajouter foi. Une nation comme l'Allemagne aurait dû pouvoir se procurer les matières premières dont elle avait besoin. En cette période d'après-guerre, des pays comme l'Allemagne, l'Italie et tous les autres devraient être en mesure d'obtenir leur part de matières premières. Je le répète, si nous recourons au régime économique insensé marqué d'égoïsme nationaliste, que nous avons connu après la première Grande Guerre, nous aurons à faire face à la même situation que par le passé. Je continue d'espérer, car les peuples ont acquis de l'expérience et sous l'action de la pression populaire, les gouvernements doivent nécessairement agir. Il existe à l'heure actuelle, aux Etats-Unis, chez les ouvriers, les manufacturiers et les financiers une certaine école qui se rend compte de la nature vicieuse des tarifs élevés.

Et maintenant, l'économie. Sans doute, pas un seul honorable membre de ce côté-ci de la Chambre ne désire voir dépenser follement l'argent des contribuables. Après tout, nous

[M. Bradette.]

sommes tout aussi responsables à cet égard que le sont les membres de l'opposition. Soyons francs. Lorsque j'étais orateur suppléant,—en 1944, je crois,—j'ai essayé, pendant deux semaines, de déterminer le coût des demandes formulées par l'opposition; mais j'ai renoncé à la tâche une fois atteint le chiffre de 2 milliards. La même opposition réclamait en même temps la diminution des dépenses. Ceux qui la réclamaient le plus fort étaient les membres du parti conservateur-progressiste. Je cite quelques courts passages du *Financial Post*, qui n'est pas hostile au parti conservateur. Il voit dans l'attitude de ce parti au Parlement la plus grande énigme politique offerte à Ottawa depuis fort longtemps. Son reproche est fondé sur les observations suivantes du chef de l'opposition:

1. On pourrait relever la pension de vieillesse,
2. supprimer les permis de radio,
3. relever les prix agricoles minimums,
4. traiter plus généreusement l'ancien combattant,
5. réduire du tiers l'impôt sur le revenu et relever les exonérations.

Il faudrait, pour se rendre à ces diverses propositions, augmenter le budget de 650 millions de dollars. Récemment, l'honorable député de Lethbridge (M. Blackmore) plaiderait la cause de l'industrie du sucre de betterave. J'aimerais que le Gouvernement fit tout son possible pour venir en aide à cette industrie. D'autres honorables députés parlent des droits des Provinces maritimes et de la question du tarif ferroviaire. J'aimerais que le Gouvernement donnât suite à toutes leurs propositions. Mais il faut agir à la mesure de ses moyens. Si le Gouvernement avait annoncé un déficit de 200 ou 300 millions, quelle clameur serait montée des banquettes de l'opposition! Les questions financières doivent être jugées avec réalisme et l'opposition devrait au moins adopter une attitude conséquente à cet égard.

Quelques mots au sujet de l'extraction de l'or, industrie importante dans la région que je représente. Je sais faire preuve de réalisme en ce qui concerne cette industrie; au producteur qui m'affirme qu'il ne peut extraire de l'or à moins d'en recevoir \$36, \$38 ou \$40 l'once, je conseille de n'y plus penser. Je ne suis pas en faveur de la subvention de cette industrie, mais je suis d'avis qu'elle n'a pas été traitée équitablement lorsque le dollar canadien a été ramené à la parité, l'an dernier. On l'a traitée injustement, comme le ministre des Finances l'a lui-même reconnu. Nous devons faire preuve de sens pratique dans l'étude de cette question.

Nous avons permis que des gisements aurifères peu productifs soient exploités pendant trois ans et demi ou quatre ans alors qu'on obtenait une prime de \$3.50 l'once, par suite